



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

54315

E/CN.14/HUS/8

10 avril 1975

Original : FRANÇAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence régionale africaine
sur les établissements humains

Le Caire, 21-26 juin 1975

ASPECTS SOCIOLOGIQUES

MIGRATIONS AFRICAINES ET ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Migrations africaines et établissements humains - - - - -	1
Origines des migrations africaines - - - - -	1
Des types de migration - - - - -	2
Le nomadisme, une autre forme de migration - - - - -	3
Populations nomades au Sahara - - - - -	4
Des réfugiés - - - - -	5
L'exode des cerveaux - - - - -	6
Exode rural et urbanisation - - - - -	8
Flux migratoires annuels en Côte d'Ivoire en 1965 - - - - -	14
Population de Dakar - - - - -	14
Croissance de certaines villes au Ghana, au Kenya et en Côte d'Ivoire - - - - -	15
Projection de la population urbaine en Afrique du Nord - - - - -	16
Taux annuel d'accroissement de la population totale et de la population urbaine, par sous-région, 1965-1980 - - - - -	17
Taux d'accroissement annuel de la population totale et de la population urbaine, 1965-1980 - - - - -	17
Les travailleurs immigrés et les mesures de discrimination - - - - -	20
Migration et développement - - - - -	22
Options et perspectives - - - - -	25
Sources bibliographiques - - - - -	28

Migrations africaines et établissements humains

"Le phénomène de la migration lui-même est loin d'être neuf. La personnalité de Platon attirait les insulaires de talent dans l'Athènes antique. Les Ptolémées attiraient érudits et hommes de science d'Athènes à Alexandrie. Les savants gaulois et espagnols partaient pour Rome. Et, au XVIII^{ème} siècle, si l'on en croit Samuel Johnson ^{1/}, la perspective la plus brillante qui s'offrait à un Ecossais doué était la route de Londres".

Origines des migrations africaines

L'Afrique est par excellence le continent des migrations. En dehors de celles des nomades qui sont favorisées par le pastoralisme notamment du Sahara, du Sahel, ces "zones de convergence humaine", de grands mouvements l'ont, depuis le XV^{ème} siècle, parcourues dans différents sens, surtout du Nord au Sud, d'Est en Ouest. Migrations forcées, imposées par le fer et le feu, migrations volontaires se sont succédées nombreuses et variées, mais étant pour la plupart motivées par des considérations économiques, politiques, religieuses, de sécurité, une croissance démographique provoquant la saturation des zones d'habitat et de culture.

C'est ainsi que du XV^{ème} au XIX^{ème} siècle, la traite des esclaves a arraché au continent près de cent millions d'hommes et de femmes ^{2/} pour les plantations des Amériques, des Antilles, de la Réunion et les marchés d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient. C'est le commerce du bois d'ébène qui a, en grande partie, fait la réputation des esclaves de Gorée, Elmina, Ouidah, Fernando Po, Sao Tomé, Loango, Louanda, Benguela, Zanzibar et de Tombouctou à l'intérieur des terres.

L'abolition de ce commerce a mis un terme à cette ponction qui a créé des no man's land ou des flots de désert dans plusieurs régions hier encore florissantes.

Des relations commerciales fructueuses avec l'Afrique Noire, l'attrait de ses terres prometteuses ont conduit des négociants maghrébins à s'installer au Sénégal (Saint-Louis, Dakar), au Mali, ex-Soudan français (Tombouctou, Djenné) et au Niger (Agadès, Niamey). Des Européens et des Asiatiques ont élu domicile les uns en Afrique du Nord, en Afrique australe, les autres en Afrique de l'Est, créant ainsi des zones de peuplement sur des terres riches dont l'occupation contestée par les populations autochtones entraînera plus tard des conflits ^{3/}.

Des rivalités tribales, des divergences d'ordre politique ont parfois entraîné la scission de groupes et le départ pour d'autres horizons de la fraction dissidente.

Un prosélytisme très actif a conduit des chefs religieux à créer des foyers, voire des empires à des milliers de kilomètres de leur terroir d'origine ^{4/}.

^{1/} Walter Adams, l'exode des cerveaux, Centre de recherches européennes, Lausanne 1968, p. 5.

^{2/} Joseph KI-ZERBO, Histoire de l'Afrique Noire, Librairie A. Hatier, Paris 1972, p. 21.

^{3/} Algérie, Maroc, Afrique du Sud, Kenya, pour ne citer que ces zones.

^{4/} L'Algérien Soyvidi Ahmed Tidjani qui s'est retiré au Maroc; les Sénégalais Ousman dan Fodio et Al Hadj Oumar qui ont quitté leur Fouta Toro pour s'installer le premier au Nord du Nigéria, le second au Macina avec des troupes levées au Sénégal et en Guinée et dont les descendants sont devenus des Nigériens et des Maliens.

La recherche de la sécurité a entraîné des exodes ou des replis en des points stratégiques d'où l'on pouvait mieux se défendre 1/.

Le développement des cultures industrielles - café, cacao, tabac - d'une part, l'exploitation des ressources minières - charbon, cuivre, diamants, fer, or, etc. - d'autre part, en entraînant une large distribution de masse monétaire, ont provoqué un irrésistible afflux d'une main-d'oeuvre rurale issue des campagnes et des pays voisins.

Dans les ports et les villes ferroviaires qui naissent, se créent des emplois de services qui n'exigent pas de grandes qualifications mais relativement plus lucratifs travail de la terre et qui attirent une masse sans cesse croissante de jeunes ruraux obnubilés par la quiétude souvent illusoire de la cité.

Des types de migration

On peut observer :

1) Des migrations saisonnières qui concernent les travailleurs saisonniers qui quittent leur village, leur pays pour en général moins d'un an. Ils sont employés dans les plantations de café, cacao, dans les champs d'arachide, dans les mines. L'argent qu'ils gagnent sert à payer l'impôt, les habit de la famille, la dot de la fiancée, une bicyclette 2/ et des articles de prestige 3/. Les jeunes filles Diola et Serer originaires de la Petite Côte et de la Casamance, région Sud du Sénégal, vont à Dakar, Thiès, Kaolack pendant la morte saison mais sitôt les premières pluies rentrent aux villages pour s'adonner à la culture du riz.

Au Niger, dans le cadre des migrations saisonnières des femmes, 91 p. 100 restent dans le pays - domestiques, marchandes de produits locaux - alors que 9 p. 100 franchissent les frontières. La migration féminine ne représente que 7 p. 100 des migrants à l'étranger 4/.

1/ Les Dogons au Mali, les Kirdi au Nord Cameroun, les Amarahs en Ethiopie retranchés dans les montagnes ou les collines, le village lacustre construit sur pilotis de Ganwee au Dahomey.

2/ Qui remplace le cheval pour les déplacements.

3/ B.S. Fofana in Examen du phénomène de migration dans les pays de l'OEF, (IDEP/ET/CS/2337-4) p. 4, citant Paul Péliissier dans "Les paysans du Sénégal", indique qu'il y a en moyenne 36 000 navétanes - "ceux qui travaillent pendant la saison des pluies" - d'origine malienne (les trois cinquièmes des effectifs annuels), guinéenne, gambienne et voltaïque.

4/ Fatoumata Agnès DIARRA, Les relations entre les hommes et les femmes et les migrations des Zarma in Les migrations modernes en Afrique occidentale (IDEP/ET/CS/2337) Dakar, 27 mars- 6 avril 1972.

Note : Les chiffres avancés par Mme Diarra en ce qui concerne l'exode des femmes rurales nigériennes semblent pouvoir être retenus à quelques variantes près pour les autres pays. Rarement en effet la femme s'aventure seule vers la cité. Le cas des migrations capverdiennes à Dakar est plutôt exceptionnel (2 566 femmes contre 1 926 hommes en 1960 - cuisinières, blanchisseuses, femmes de ménage -) cf. Mme E. Silva Andrade, Les migrations capverdiennes à Dakar in Les migration modernes en Afrique occidentale, (IDEP/ET/CS/2337-29).

Les industries cotonnières, les usines de pêche récemment implantées dans les grandes villes côtières utilisent plutôt la main-d'oeuvre féminine pour le travail à la chaîne. La plupart des ouvrières sont des citadines d'origine rurale mais ont tendance à se sédentariser surtout à la suite d'un mariage.

Il y a aussi parmi les travailleurs saisonniers des garçons de café, des domestiques - hommes et femmes - qui, au moment de rentrer au village, trouvent un successeur le temps de leur congé.

2) Des migrations temporaires

Celles-ci touchent en général les migrants qui ont un emploi relativement stable : cuisiniers, chauffeurs, plantons, soutiers à bord des bateaux, mineurs, migrants "intra-régionaux" ou "internationaux" liés souvent par un contrat de travail de deux à trois ans et qui rentrent au foyer à l'occasion de leur congé.

Au fil des ans, les migrants temporaires se sédentarisent. Ils ont femmes et enfants, souvent maison 1/. Les retours au village se raréfient. Ce sont plutôt les parents qui se déplacent pour venir leur rendre visite ... et chercher du travail 2/.

3) Des migrations permanentes ou définitives

C'est la stabilité dans l'emploi qui justifie le changement de résidence et une certaine sédentarisation. Cette permanence dans l'emploi se retrouve dans tous les secteurs, mais surtout dans le secondaire et le tertiaire. Elle entraîne parfois l'acquisition d'un logement - une case en banco, une baraque, une habitation à loyer modéré et quelquefois un immeuble que l'on a soi-même bâti grâce à des prêts et à des économies -. Cette résidence principale peut se trouver dans la capitale du pays d'origine, mais aussi à l'étranger 3/ parce que l'intégration au milieu est faite.

A ces migrations, somme toute classiques, s'ajoutent le nomadisme, le cas des réfugiés et celui des intellectuels dont l'emploi hors du pays d'origine est considéré comme une "fuite des cerveaux".

Le nomadisme, une autre forme de migration

En 1968 la population nomade et semi-nomade du Sahel était estimée à plus de 7 millions d'habitants auxquels on peut ajouter près de 2 millions vivant dans le Sahara, 352 000 en Egypte, 60 p. 100 de la population somalie, 1,5 million au Kenya réparti entre cinq tribus. Quelque 5 000 Bushmen originaires du Botswana nomadisent entre ce pays, la Zambie et la Tanzanie 4/. Un nombre indéterminé de nomade Hadza parcourt la partie centrale de la Tanzanie. Il y a lieu de signaler le caractère particulier du nomadisme des Pygmées qui vivent dans les forêts du Zaïre.

1/ Dans les bidonvilles, les médinas, les zongos, quartiers périphériques de la grande ville.

2/ Cf. Abdoulaye Diop, les migrations Tukulor à Dakar (IDEP/ET/CS/2337-15) février 1972, UNECA/HRDD/SDS, L'émigration des travailleurs africains vers l'Europe, Addis-Abeba 1973. Nations Unies-IDEP - Les aspects de l'immigration des travailleurs d'Afrique Noire en France et leurs rapports avec la condition de clandestin (IDEP/ET/2514) février 1972.

3/ Ceci est valable pour toutes les catégories de travailleurs (manuels & intellectuels).

4/ "C'est nullement la référence à la population que l'on retient dans le découpage colonial, mais les lignes abstraites. En Afrique 74 p. 100 des frontières consistent en lignes géométriques ou en lignes définies par rapport aux longitudes et aux latitudes". J. Bugnicourt, Disparités régionales et aménagement du territoire en Afrique, Librairie Armand Colin, Paris 1971, p. 282.

Populations nomades au Sahara

	<u>Arabes</u>	<u>Touaregs</u>	<u>Tibbous</u>	<u>Total</u>
Maroc	14 000	6 000	-	20 000
Départements du Sahara	126 000	9 000	-	135 000
Tunisie	3 000	-	-	3 000
République arabe libyenne	250 000	3 000	2 000	255 000
Tchad	83 000	-	195 000	278 000
Niger	4 000	264 000	3 000	271 000
Soudan	34 000	196 000	-	230 000
Mauritanie	400 000	-	-	400 000
Sahara espagnol	24 000	-	-	24 000
TOTAL	938 000	478 000	200 000	1 616 000

Source : UNESCO (1963) In Nomades et nomadisme au Sahara.

Cité par Nicholas C. Otieno dans Africa and the environmental challenge.

Liée au problème préoccupant de la sécheresse, la volonté affirmée aujourd'hui de bon nombre de gouvernements est de susciter et d'encourager la sédentarisation des nomades par l'octroi de meilleures et plus stables conditions de vie. Parce que l'environnement pastoral a été détruit dans une très grande proportion et que le captial - cheptel a été anéanti à 40 p. 100 ^{1/}, la tendance des autorités responsables est de transformer progressivement l'éleveur en agriculteur (animation sociale, diffusion des nouvelles par le truchement des radioclubs, construction d'écoles et de centres médicaux, intégration des zones nomades dans le système administratif national). C'est le cas notamment au Niger, et aussi au Mali avec, il est vrai, quelques variantes dans la méthode d'approche.

En Mauritanie 71 p. 100 de la population appartiennent au groupe nomade. Une politique d'hydraulique pastorale et d'infrastructures vétérinaires a permis le recensement et l'insertion de petites communautés dans des communautés administratives plus vastes.

Le Tchad, surtout pendant les années 1969 et 1970, a accordé une grande priorité à la réalisation d'un équipement adéquat pour le bétail. Mais un gros handicap au développement du pays provient de la précarité des moyens de transport.

^{1/} En période normale, le Tchad, le Niger, la Haute-Volta, le Mali et le Nord du Nigéria exportaient annuellement quelque 600 000 têtes de bétail au Ghana au Nigéria, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Dahomey (Otieno, op. cit. p. 145).

Au Soudan, les nomades Kababish qui vivent dans le nord du pays, considèrent la condition d'agriculteur comme une grande infortune. Le Gouvernement cependant, dans le souci de leur faire bénéficier des avantages liés à la vie sédentaire, préfère leur insertion à cette vie en équipant leurs zones de forages, de réservoirs d'eau, d'écoles primaires, de centres médicaux pour les soins préventifs et curatifs. Les nomades sont tenus de s'intéresser aux projets agricoles de leur secteur pour pouvoir bénéficier des investissements mentionnés.

En Ethiopie, le Ministère du développement communautaire considère la sédentarisation des populations nomades comme un de ses principaux objectifs. Cet objectif sera atteint par la persuasion, les conseils d'intégration à la communauté. Conjointement à cette politique est poursuivi un programme d'installations agricoles. C'est ainsi que sept centres disposant d'un équipement adéquat (éducation et formation, santé, etc.) sont répartis dans toute la zone nomade pour servir de tests.

Au Kenya la population nomade est estimée à environ 1,5 million d'âmes et est répartie entre cinq tribus d'éleveurs qui sillonnent de longs parcours à la recherche de l'eau. Les Massaf sont à cheval sur la frontière entre le Kenya et la Tanzanie. Pour eux, l'aire de transhumance est une. Le lait et les produits de l'élevage constituent leur unique ressource. La Division de gestion des terrains de parcours du Ministère de l'agriculture, agissant comme conseiller, s'est employé à reconvertir l'économie pastorale des Masaf en une économie plus rationnelle - amélioration de la production et de la commercialisation, aménagement de points d'eau, d'étables fixes - toutes initiatives qui rencontrent la critique des anthropologues et des sociologues qui condamnent l'insuffisance de l'attention apportée aux aspects sociologiques du programme en cours d'exécution.

En Egypte, la situation des nomades se caractérise par de nombreux cas de fièvre jaune, de variole, l'insuffisance des points d'eau potable, un fort pourcentage d'analphabétisme lié à la très grande mobilité des nomades.

A cause de ces multiples fléaux et de ces handicaps, l'optique du gouvernement est de favoriser la fixation des nomades. Quelques résultats ont été obtenus malgré le climat d'insécurité qui existe au désert, la faiblesse des moyens de transport et de communication, le niveau d'éducation plutôt bas.

Dans le but louable de porter une assistance plus concrète et plus efficace aux populations nomades, beaucoup de pays créent donc des conditions d'insertion qui paraissent favorables : hydraulique humaine et pastorale, centres médicaux, écoles, etc. Il est prématuré de vouloir dégager un bilan des expériences en cours. Il faudra attendre encore plusieurs années, peut-être le temps d'une génération.

Des réfugiés

Les réfugiés sont plutôt des migrants occasionnels. Lorsque les circonstances le permettent, ils rentrent pour la plupart à leur lieu habituel de résidence.

En 1973, on décomptait :

- 4 800 réfugiés au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, dont 4 300 Angolais;
- 49 000 Rwandais au Burundi dont 45 000 installés depuis 1964;
- 17 000 répartis entre la Rép. centrafricaine, le Tchad, le Congo, la Rép.-Unie du Cameroun;
- 16 150 en Ethiopie (chiffre tombé à 5 400 par suite du retour des Soudanais dans leurs foyers);
- 2 400 au Kenya, originaires de l'Angola, du Burundi, du Lesotho, du Mozambique, de la Namibie, du Rwanda et du Soudan;
- 8 000 au Rwanda, originaires du Burundi;
- 84 000 au Sénégal, originaires de la Guinée-Bissau dont 76 000 établis en Casamance;
- 51 000 au Soudan dont 46 000 Ethiopiens et le reste des Zaïrois;
- 166 500 en Ouganda : Ce chiffre est tombé à 114 000 à la fin de l'année (retour des Soudanais dans leurs pays);
- 168 000 en Rép.-Un. Le Tanzanie (en majorité des originaires du Burundi et du Mozambique);
- 460 000 au Zaïre (contre 490 000 à la fin de 1972) : Angolais, Burundais, Rwandais, Namibiens, Zambiens et Sud-Africains;
- 4 000 réfugiés isolés en Afrique de l'Ouest (moins le Sénégal);
- 36 000 en Zambie, originaire de pays sous régime colonial ou minoritaire (Angola, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud ...) 1/.

Au total, par suite de conflits politiques ou ethniques c'est une population estimée à plus d'un million qui a connu ou continue à connaître pour un moment l'exode, la transplantation, avec les divers problèmes d'installation, d'éducation et de réinsertion sociale que ce déplacement occasionne.

Le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine a créé en son sein le Bureau pour le placement et l'éducation des réfugiés africains (BPERA). Des comités locaux ayant à leur tête des correspondants nationaux, hauts fonctionnaires désignés d'un commun accord par leur gouvernement et l'OUA, s'occupent de l'éducation des réfugiés (octroi de bourses d'études et de perfectionnement), de leur installation, de leur placement et des différents problèmes qui se posent à eux. Le budget du BPERA est alimenté grâce à des dons de plusieurs pays et d'agences bénévoles, notamment des pays scandinaves 2/. Grâce aux mesures prises on espère rendre l'attente des réfugiés moins douloureuse.

L'exode des cerveaux

Depuis une décennie, on parle de "fuite de cerveaux", de brain drain". D'après Walter Adams, l'expression "exode des cerveaux" n'est pas neutre "elle est préjorative et suggère la perte sans compensation d'une ressource vitale. Les faits semblent d'ailleurs corroborer cette interprétation; ils semblent montrer que la ressource stratégique qu'est le capital humain fuit des économies où celui-ci est le plus susceptible de contribuer au bien-être social pour s'implanter dans des économies déjà bien pourvues en personnel administratif et scientifique de qualité" 3/.

1/ Rapport sur les activités d'assistance du HRC en 1973-1974, (A/AC 96/506) du 28 août 1974.

2/ Des comités locaux existent dans les pays suivants : Algérie, Burundi, Congo, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Libéria, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Soudan, Tchad, Zaïre, Zambie.

3/ L'exode des cerveaux (travaux de la Conférence de Lausanne réunis par Walter Adams et Henri Rieben, Centre de recherches européennes, Lausanne 1968, p. 3).

Le professeur Kelly M. West, de l'Université d'Oklahoma, estime que la valeur en dollars de l'aide étrangère fournie tous les ans aux Etats-Unis par l'immigration de quelque 1 200 spécialistes en médecine équivaut environ au coût total de toute l'aide médicale privée et publique fournie à l'étranger par les Etats-Unis.

Toujours aux Etats-Unis, "entre 1956 et 1966, 2,7 p. 100 des bénéficiaires des programmes d'échanges ne sont pas retournés chez eux dès que leur formation a été terminée. Pour les étudiants qui constituent le gros des stagiaires, la proportion a été de 8,3 p. 100 entre 1961 et 1966" 1/.

Le Togo, au lendemain de son indépendance, fournissait à la France plus de médecins et de professeurs que celle-ci ne lui en donnait.

En Grande-Bretagne 43,9 p. 100 des jeunes médecins des hôpitaux sont des étrangers. Subbiah Kannappan 2/ estime que "l'exode des compétences, c'est-à-dire le courant qui entraîne des spécialistes hautement qualifiés des pays en voie de développement vers les pays les plus industrialisés n'est qu'une manifestation du retard économique des premiers sur les seconds". Il ajoute par ailleurs que "plusieurs raisons poussent au scepticisme quand on entend parler de grosses pénuries dans les professions hautement qualifiées, touchées par l'exode des compétences. En général la main-d'oeuvre manque non pas par rapport à la demande immédiate mais bien au regard des prévisions des "besoins" futures, prévisions qui peuvent être grossièrement erronées."

Sans doute y a-t-il une part de vérité dans ces assertions. Mais peut-on oublier pour autant que c'est grâce au riche capital humain parti d'Europe au XIXème siècle que les Etats-Unis ont rattrapé leur retard et apparaissent aujourd'hui comme la première puissance mondiale ?

En ce qui concerne les Africains, la fuite des cerveaux hors du pays d'origine a pour raisons essentielles surtout depuis l'indépendance :

- 1) l'opposition au régime gouvernemental en place qui dans ce cas n'hésite pas à faire chômer des mois durant le nouveau venu, ou à l'affecter à un poste où il se sent sous-employé;
- 2) la difficile adaptation aux conditions de vie locales par suite d'un très long séjour à l'étranger;
- 3) le désir d'avoir un standing comparable à celui de collègues de formation équivalente, l'acculturation l'ayant emporté sur l'adhésion au concept national.

1/ Subbiah Kannappan, L'exode des compétences et les pays en voie de développement in Revue internationale du Travail, vol. 98, No. 1, juillet 1968, p. 8 et 9.

2/ op. cit., p. 1 et p. 17.

Des trois cas, le premier est sans doute le plus fréquent.

En définitive, en dehors de l'Egypte, gros exportateur de "matière grise" 1/, il n'existe pas pour le moment de véritable ponction qui nuise au développement des pays de la région 2/. On ne saurait cependant nier que le continent qui fait tant appel à l'assistance technique européenne et américaine, ne devrait pas se passer des services de ses cadres 3/.

Exode rural et urbanisation

"En 1936 les exploitations européennes de Côte d'Ivoire comptaient environ 20 000 travailleurs voltaïques dont 50 p. 100 recrutés autoritairement et 50 p. 100 dits "libres" ...

En 1934, de source officielle britannique 34 400 Voltaïques ont pénétré en Gold Coast (l'actuel Ghana) alors que ce pays était en pleine crise économique ... 4/."

Pendant la seconde guerre mondiale, et pour la seule Côte d'Ivoire, on enregistre les départs suivants de la Haute-Volta :

1940	:	6 288	travailleurs recrutés et	3 021	volontaires
1941	:	14 897	"	24 668	"
1942	:	36 300	"	70 860	"
1943	:	55 000	"		
1944	:	58 555	"		

1/ Cadres expatriés par milliers en Grande Bretagne, en Amérique et même en Australie. 250 000 Egyptiens à l'étranger dont 14 000 enseignants (Le Monde des 26-27 janvier 1975, n° 9341).

2/ L'Afrique compte 260 fonctionnaires à l'ONU - (cf. document E/CN.14/ECO/73 du 14 octobre 1974) et certainement moins de 500 ressortissants sur les 11 439 hommes et femmes qui constituent les effectifs de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées (cf. document A/9724 du 27 septembre 1974).

3/ Hans Hielscher, reporter à l'hebdomadaire ouest-allemand "Der Spiegel" cité par "Jeune Afrique" (n° 590 du 29 avril 1972, p. 18 à 19) rapporte qu'en Côte d'Ivoire il y a aujourd'hui 40 000 Français contre 12 000 avant l'indépendance. Au Gabon la colonie française est passée de 4 500 à 13 000. Au Nigéria également il y a plus de Blancs qu'en 1960. Le chaos qui a régné au Zaïre dans les premières années de l'indépendance a fait fuir les quatre-cinquièmes des 90 000 Belges qui y résidaient, mais plus de 50 000 sont revenus depuis. Nulle part la population indigène n'a reçu une instruction suffisante pour qu'elle puisse maîtriser ses propres affaires. Un an après l'indépendance du Kenya, il n'y avait que 4 p. 100 de Noirs entre 20 et 30 ans à avoir suivi l'école pendant 9 ans et davantage. Au Zaïre il n'y avait en 1960 que 20 Noirs sur 14 millions à posséder un diplôme universitaire.

4/ A. Songré et J.M. Sawadogo, "Les effets de l'immigration massive des Voltaïques dans le contexte de l'Afrique occidentale" in Notes et documents voltaïques 5(3) avril-juin 1972, p. 15.

En 1965, les 65 p. 100 des travailleurs africains n'étaient pas originaires de la Côte d'Ivoire. En 1970, 25 p. 100 de la population étaient composés d'étrangers. Quatre-vingt quinze p. 100 de ces derniers, soit près d'un million, étaient des Africains : 500 000 Voltaïques, 200 000 Maliens, 150 000 Guinéens, 40 000 Sénégalais, 15 000 Nigériens, 10 000 Dahoméens et Togolais, 4 000 Nigériens. Etait signalée à cette époque la présence de 35 000 Européens, en majorité des Français.

Au Ghana le recensement de 1960 indique 827 000 étrangers représentant 12,3 p. 100 de la population autochtone. Parmi ces étrangers 98 p. 100 étaient des Africains originaires pour la plupart du Togo, de la Haute-Volta, du Nigéria, le reste venant de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Mali, du Sénégal, du Dahomey et du Libéria. Moins de 1 p. 100 venait d'Afrique orientale ou australe ou d'Afrique du Nord 1/. A cette époque, et jusqu'en 1972, un nombre sans cesse croissant d'ouest africains - Mauritaniens, Sénégalais, Maliens, Guinéens - se rendent au Libéria, au Congo, au Zaïre et dans les pays voisins où ils sont mêlés au trafic, le plus souvent clandestin, de l'or et surtout du diamant.

L'apartheid en Rhodésie et en Afrique du Sud n'empêche guère les migrations saisonnières et temporaires en direction des exploitations agricoles et minières de ces pays. En Rhodésie le recensement de 1961 de la population africaine indique que sur 3,6 millions d'habitants 11,3 p. 100 provenaient de l'extérieur. 95,6 p. 100 de ces étrangers étaient originaires du Malawi, du Mozambique et de la Zambie.

Selon leur origine, ces étrangers se répartissaient comme suit :

1. Mozambique : 55 000 en 1959; 12 400 en 1962; 4 300 en 1969
2. Malawi : 46 800 en 1955; 14 800 en 1965; 9 800 en 1969
3. Zambie : 12 300 en 1955; 1 400 en 1965; 325 en 1969.

La chute des chiffres dans les dernières années est sans doute liée au développement de la lutte contre l'apartheid menée par les populations noires de l'Afrique australe.

Dans un rapport de 1969 2/, le Conseil oecuménique des églises constate que pour des raisons économiques et pecuniaires, 3 300 000 Africains ressortissants du Malawi, soit un peu plus donc que la moitié de la population, travaillaient en Rhodésie, en Afrique du Sud, en Zambie et en Tanzanie.

La République sud-africaine et la Rhodésie sont les seuls pays du continent à prôner ouvertement une politique d'immigration de résidents européens, ceci dans le but de contrebalancer la prédominance de l'élément autochtone noir.

En dix ans, entre 1962 et 1972, 415 334 immigrants blancs sont entrés en Afrique du Sud. Pour la même période, il a été enregistré la sortie de 98 879 Sud-Africains. Lié au flux migratoire, la population aura augmenté de 316 455, soit en moyenne 31 000 par an 3/.

1/ N.O. Addo, l'immigration de travailleurs africains au Ghana in Revue internationale du Travail, vol. 109, no. 1, janvier 1974, p. 59.

2/ Migration today, no. 16.

3/ House of Assembly Debates (Hansard), Questions and Answers, 2 March 1973, Cols. 283-286. Reports of the Department of Immigration; Bulletin of Statistics, September 1973 Table 1'3'6. Quoted in ILO Tenth Special Report, op. cit.

La plus forte immigration blanche, soit 48 051 est observée en 1966. La moyenne des arrivants est de 40 000 par an pour les trois années suivantes. A partir de 1971, on constate une diminution des immigrants blancs, 1973 avec un chiffre de 17 624 accuse le taux le plus bas des dix dernières années 1/.

Les immigrants blancs arrivés en Afrique du Sud entre 1966 et novembre 1972 sont pour la plupart originaires 2/ :

du Royaume-Uni	114 606
d'autres pays africains	57 158
de la République fédérale d'Allemagne	21 920
du Portugal	14 877
des Pays-Bas	9 434
de l'Italie	8 975
de la Grèce	6 587

Le développement du Lesotho dépend dans une large mesure du fruit du travail des migrants. En 1966, le recensement signalait 117 273 absents, soit 12,09 p. 100 de la population totale. Les trois-cinquièmes des travailleurs mâles et des jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans se trouvaient hors du pays. Leur labeur rapportait 10,2 millions de dollars alors que la valeur totale des exportations annuelles était estimée à 6,1 millions de dollars.

Au Souaziland à la même époque 79,1 p. 100 des noirs nés à l'étranger étaient des sud-africains, 16, 3 p. 100 des originaires des territoires sous domination portugaise.

En 1960 les recensements en Afrique du Sud signalaient la présence de 39 114 personnes nées au Souaziland.

En 1971, dans le même pays, on comptait 46 000 ressortissants du Botswana dont 37 000 du sexe masculin et 9 000 du sexe féminin.

Hors du continent, en Europe, le nombre des immigrants africains par rapport aux autres travailleurs migrants se présentait comme suit en 1974 (estimation) :

1/ The Star, Johannesburg, weekly edition, 23 February 1974.

2/ Estimation à partir du Bulletin of Statistics, septembre 1973, table 1.3.4.

Cf. Unit of Apartheid, Department of Political and Security Council Affairs Notes and Documents, No. 2/75, February 1975, p. 5.

PARTITION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN EUROPE (estimation 1974)

Pays d'immigration

se	France	Belgique	Pays-Bas	Luxembourg	Autriche	Suède	Royaume-Uni	Total
000	380 000	3 000	4 000	9 000	-	1 000	2 000	487 000
000	260 000	25 000	20 000	2 000	-	2 000	25 000	599 000
000	230 000	70 000	10 000	11 000	1 000	4 000	580 000	1 140 000
000	55 000	-	9 000	-	165 000	26 000	8 000	821 000
000	5 000	6 000	2 000	-	-	9 000	5 000	282 000
000	25 000	10 000	33 000	-	27 000	3 000	2 000	724 000
-	-	-	-	-	-	105 000	-	105 000
-	130 000	30 000	24 000	-	-	-	-	204 000
-	420 000	3 000	-	-	-	-	-	423 000
-	75 000	-	1 000	-	-	-	-	91 000
000	320 000 3/	73 000	111 000 4/	19 000	32 000	65 000	1 700 000	2 924 000
000	2/1 900 000	220 000	214 000	41 000	225 000	215 000	1 800 000	7 800 000

iter 194 000 saisonniers et 98 000 frontaliers.

is. Ajouter 130 000 saisonniers.

inamais.

is de l'ex-Commonwealth et 300 000 Irlandais.

opération et de développement économiques - Système d'observation permanente des migrations.

atique n° 251, février 1975, p. 20.

La population migrante africaine essaime en Belgique, en République fédérale d'Allemagne, au Royaume Uni, toujours pour des considérations d'ordre économique car les masses salariales perçues dans ces pays constituent un gain appréciable parfois sans commune mesure avec les ressources qu'elle peut avoir sur place 1/.

L'exode rural, l'urbanisation 2/ et le phénomène de migration sont trois aspects concomitants d'un même problème. On abandonne les campagnes en quête d'une situation meilleure que l'on espère trouver dans des agglomérations qui deviennent tentaculaires, dans d'autres régions réputées plus hospitalières, dans des continents lointains où la vie paraît plus facile. Ainsi le Sénégalais de la vallée du Fleuve sera garçon de café à Dakar, soutier à bord d'un cargo de Marseille desservant la côte occidentale d'Afrique, éboueur à Paris, trafiquant de diamant entre le Congo et l'Europe. Le médecin égyptien s'installera en Grande Bretagne, au Canada ou au Nigéria. Entre ce Sénégalais et cet Egyptien, il y aura les marchands à la sauvette, les dockers, les chauffeurs, les tailleurs, les agents de police, les boutiquiers, les cuisiniers, les bureaucrates, et les cadres supérieurs du secteur privé et du secteur public... une minorité.

Les causes de l'exode rural sont donc d'ordre économique (chômage et sous-emploi dans les campagnes). Elles sont aussi socio-culturelles (conflits ethniques ou tribaux, conflits de générations, manque de sécurité dans les campagnes), physiques (sécheresse, stérilité des terres), culturelles (attrait de la ville, influence démesurée des organes d'information de masse qui par la propagande souvent tapageuse et novice qu'ils diffusent ont amené le cultivateur, l'éleveur et le pêcheur à abandonner champs, troupeau et filet).

L'exode rural crée des conditions marginales à la ville :

- une marginalité économique qui, comme on l'a vu, entraîne la multiplication des activités secondaires et le gonflement du tertiaire 3/;
- une marginalité spatiale : c'est la prolifération des bidonvilles aux noms évocateurs dans les zones périphériques de toutes les grandes agglomérations;
- une marginalité culturelle : il y a un déracinement entretenu et favorisé par les moyen d'information mais aussi une consommation de loisirs importés aliénants;
- une marginalité sociale qui est caractérisée notamment par un manque d'eau d'électricité, d'hygiène, une grande promiscuité, une recrudescence de la criminalité 4/.

1/ Ne sont pas prises en compte, dans ce cas, les difficultés d'ordre psychosociologique difficilement mesurables.

2/ Cf. notamment Diango CISSE, Recherche socio-démographique : Migration et organisation en Afrique de l'Ouest, UNECA/HRDD/SDS, février 1975.

3/ En 1962, 54 p. 100 des emplois du Mali sont à Bamako, 46 p. 100 des agents de l'Administration; 47 p. 100 du revenu du Mali y sont redistribués.

4/ Gilbert Blardone, Progrès économique dans le Tiers Monde. L'environnement socio-politique du développement, Librairie sociale et économique, Paris 1972, p. 213 à 214.

Tous ces maux et fléaux sont, au fil des ans, et par un phénomène d'acculturation, introduits dans les campagnes, à l'occasion des retours au foyer, des visites aux parents. Il ne semble malheureusement pas qu'une action salvatrice soit engagée pour contrecarrer l'action nocive de cette acculturation.

L'Afrique, avec ses 330 000 000 d'habitants, et une densité de 11 au kilomètre carré est aujourd'hui le continent le moins peuplé. Mais il est, depuis 1950, celui dont la population s'accroît le plus rapidement pour doubler en 30 ou 40 ans. On imagine la cohorte des nombreux problèmes que cela pose. 15 villes comptent déjà plus de 500 000 habitants; une demi-douzaine plus d'un million (Afrique du Nord, pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, Zaïre, Afrique du Sud). Le Caire dépasse 4 millions. Alexandrie atteint presque 2 millions. Casablanca arrive à 1,5 million, Alger à 1 million, Tunis plus de 700 000 habitants. La population urbaine de l'Algérie est égale à un tiers de la population totale. Celle de la Tunisie qui ne dépassait pas 8 à 10 p. 100 il y a 50 ans, est aujourd'hui de l'ordre de 30 p. 100. Les villes de Côte d'Ivoire comptent un quart de la population totale. Depuis sa fondation, la ville d'Abidjan n'a cessé de croître au rythme de 12 p. 100 l'année, soit un doublement tous les 6 ans. La progression a été la suivante :

1912	1 400 habitants	
1928	5 400	"
1939	22 000	"
1948	58 000	"
1955	125 000	"
1968	500 000	"
En 1980 on prévoit	1 000 000	"
et en l'an 2000	3 000 000	"

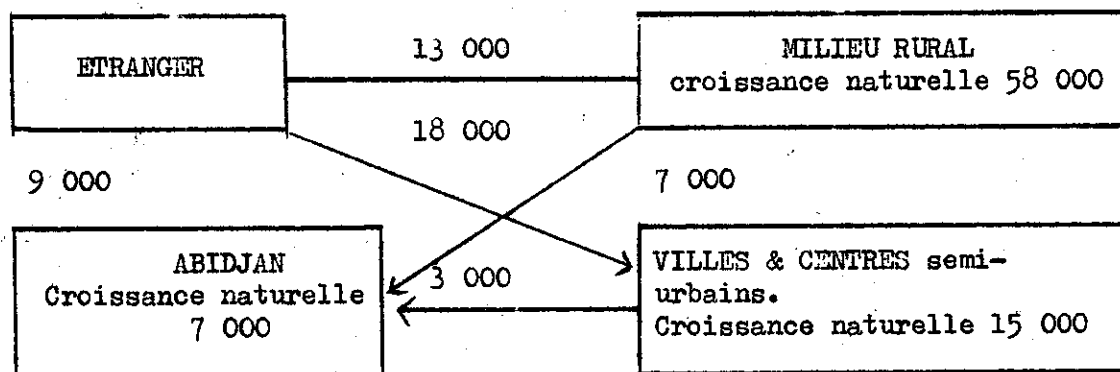
Cet accroissement est dû pour les quatre-cinquièmes à l'apport migratoire qui s'est effectué à un taux exponentiel annuel de 9,5 p. 100 et pour un cinquième à l'accroissement naturel (2,5 p. 100 l'an). Au Sénégal 29 p. 100 des habitants sont urbains. Dakar la capitale, absorbe un sixième des quelques 4 millions d'âmes. "Le recensement de 1955 concernant la ville et l'agglomération a donné 172 243 habitants pour la ville (de Dakar) proprement dite et 214 478 pour l'agglomération.

De 1955 à 1961, l'évolution a été donc rapide, puisqu'en l'espace de 6 ans la population de la ville a augmenté de 130 677 unités, soit 79,8 p. 100 et celle de l'agglomération de 160 222, soit 74,7 p. 100. Les taux moyens d'accroissement annuel correspondant à ces chiffres sont respectivement de 9,9 p. 100 et de 9,8 p. 100 ... Durant la même période la population de la région du Cap Vert est passée de 268 454 à 443 560, soit un taux moyen d'accroissement annuel de 8,7 p. 100 1/. En Afrique du Sud, un tiers de la population est urbanisé, 11 villes ont plus de 100 000 habitants, Johannesburg a atteint 1 million. Le Cap plus de 800 000 ainsi que Durban. En un demi-siècle la population urbaine, dans cette partie du continent, est passée de 1 million à 8 millions dont plus de la moitié est formée d'Africains.

Entre 1950 et 1970, le taux d'urbanisation est passé de 5 à 30 p. 100 au Libéria, de 8 à 29 p. 100 en Côte d'Ivoire, de 14 à 34 p. 100 au Ghana, de 7 à 24 p. 100 en République centrafricaine, de 16 à 39 p. 100 au Congo.

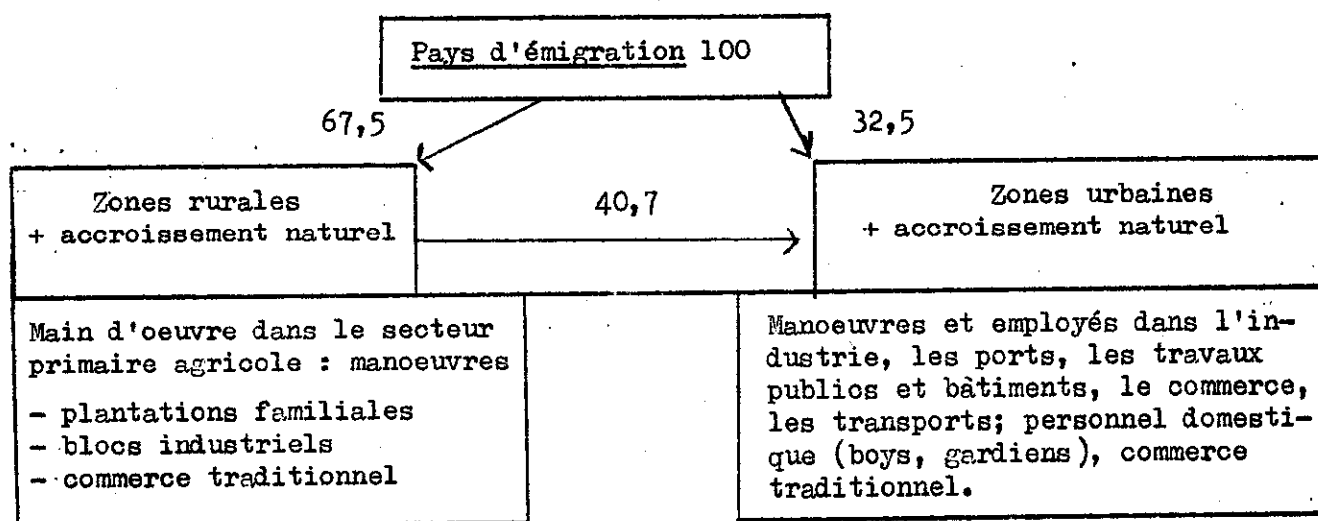
1/ Assane Seck; Dakar métropole ouest-africaine, IFAN Dakar 1970, (Collection Mémoires de l'IFAN - n° 85) p. 208 à 209.

Flux migratoires annuels en Côte d'Ivoire en 1965



Source : Côte d'Ivoire 1965. Population, 1968 graphique 35, cf. Peter A. Coenelisse in Les migrations modernes en Afrique occidentale (IDEP/ET/CS/2337-2 mai 1971) p. 52.

Incidence des migrations internationale sur l'accroissement des grandes villes (Réf. enquête emploi 1968 en Côte d'Ivoire).



Population de Dakar 1/

1857	création récente de la ville	
1878	1 556 habitants	
1904	18 000	"
1910	25 000	"
1945	132 000	"
1955	300 000	"
1968	600 000	"
1980	1 500 000	"

1/ Industries du Cap Vert 1964.

Au Soudan la population urbaine est passée de 8 p. 100 de la population totale en 1965 à 12 p. 100 en 1970. Elle atteindra probablement 14 p. 100 en 1975. Khartoum, la capitale, compte 30 p. 100 de la population urbaine.

Au Cameroun la population urbaine augmente de 7 p. 100 par an contre 2,2 p. 100 pour l'ensemble du pays. Les villes de Douala et de Yaoundé qui comptent respectivement 275 000 et 175 000 habitants atteindront en 1980 500 000 et 300 000 personnes.

Kinshasa attire considérablement la population rurale. L'expansion annuelle enregistrée est de 10 p. 100. En l'espace de cinq ans, entre 1959 et 1964, la population a doublé : elle est passée de 400 000 à 800 000 habitants.

En Ouganda, Kampala et d'autres villes ont vu le chiffre de leur population passer du simple au double entre 1959 et 1969. La capitale atteindra probablement 1 million d'habitants en 1985.

Croissance de certaines villes au Ghana, au Kenya et en Côte d'Ivoire 1/

Ghana

Ville	Population en milliers d'habitants		Accroissement en pourcentage de la population urbaine 1948-1960
	1948	1960	
Accra	134	338	19,9
Kumasi	71	181	10,7
Takoradi	17	41	2,5
Cape Coast	23	41	1,8
Koforidua	19	35	1,6
Tamale	17	40	2,2
Total	281	676	38,7

Kenya

Ville	Croissance annuelle (pourcentage)	
	1948-1962	1962-1969
Nairobi	6,5	15,2
Mombasa	7,1	7,6
Nakuru	6,3	4,9
Eldoret	7,6	0,4
Kisumu	7,2	8,7
Thika	10,5	5,6
Nanyuki	8,0	3,0
Nyeri	9,1	5,2

Source : Recensement de 1948 et 1962 - Rapport national pour le Kenya. La population des zones urbaines d'au moins 2 000 habitants est passée de 670 945 en 1962 à 1 079 908 en 1969, soit un accroissement annuel de 6,7 p. 100.

1/ Otieno, op. cit. p. 222.

Projection de la population urbaine en Afrique du Nord
1970-2000

	<u>1970</u>	<u>1980</u>	<u>1990</u>	<u>2000</u>
Nombre d'habitants (millions)	86,7	116,4	154,6	192,1
Nombre d'agglomérations	25,8	39,5	58,8	83,9
Proportion de la population vivant dans des villes d'au moins 2000 habitants	30,0	34,0	39,0	44,0

Source : Abu-Lughod J. in Cities blend the past to face the future.

Côte d'Ivoire

Chiffre total de la population urbaine (en milliers d'habitants)

Ville	1965	1970	1975	1980
Ensemble de la population urbaine	950	1 435	2 040	2 760
Abidjan	340	555	820	1 105
Autres villes	610	880	1 220	1 655

Dans ce cas, la proportion de la population totale correspondant à la population totale doit passer de 22 p. 100 en 1965 à 39 p. 100 au cours des années 80.

En Mauritanie, on prévoyait que la population urbaine progresserait de 8 p. 100. L'exode massif des nomades vers les centres comme Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, causé par la sécheresse de ces dernières années a sans doute provoqué une notable hausse de ces prévisions. Nouakchott, bourgade de 5 000 âmes en 1960 est passée à 140 000 habitants en 1973.

A Madagascar 12 p. 100 de la population résident dans 24 agglomérations de plus de 5 000 habitants. Tananarive, la capitale, accueille aujourd'hui 40 p. 100 des urbains. Sa population aura doublé en 1980.

Au Nigéria 19,2 p. 100 de la population vivent dans les villes de 20 000 habitants et plus. L'urbanisation atteint le taux de 25 p. 100. Elle sera probablement de 40 p. 100 en l'an 2000.

Dans l'ensemble la population des villes africaines aura doublé en 10 ou 15 ans 1/.

1/ McGee T.G. (1971) - "The urbanization process in the Third World".
G. Bell and Sons, London.

N.B. Il existe aussi d'autres types de migration : ainsi le peuplement de la zone de colonisation agricole du Yabassi-Bafang dans l'ouest du Cameroun qui permet notamment de décongestionner le pays bamiléké. On a pu constater en décembre 1970 au Rwanda une forme de migration traditionnelle qui touche 482 000 personnes qui se sont installées au Kivu. A la même période, dans le comté de Bufumbira, district de Kigezi, dans la région Sud de l'Ouganda, il y avait 119 661 migrants traditionnels.

Des mouvements migratoires nés à la suite des guerres civiles de 1959-1964-1972 intéressent tous les Etats limitrophes du Rwanda (Burundi, Tanzanie, Ouganda, Zaïre) (cf. Athanase Nsengiyimva Gatanazi in Migrations des populations rwandaises dans la région des grands lacs africains. ONU, IDEP, Dakar, septembre 1971).

Taux annuel d'accroissement de la population totale
et de la population urbaine, par sous-région 1965-1980

Sous-région	Période	Taux d'accroissement de la population totale	Population urbaine
Afrique du Nord	1965-1970	3,0	4,9
	1970-1975	3,2	4,7
	1975-1980	3,3	4,8
Afrique de l'Ouest	1965-1970	2,5	4,8
	1970-1975	2,7	5,9
	1975-1980	2,9	5,6
Afrique du Centre	1965-1970	2,2	6,6
	1970-1975	2,4	5,4
	1975-1980	2,6	4,9
Afrique de l'Est	1965-1970	2,5	6,8
	1970-1975	2,7	5,7
	1975-1980	2,8	5,7
Reste de l'Afrique	1965-1970	2,4	5,0
	1970-1975	2,6	4,5
	1975-1980	2,7	4,4

Source : CEA, Guide démographique de l'Afrique, juin 1971.

Taux d'accroissement annuel de la population totale
et de la population urbaine, 1965-1980

Sous-région et pays	P o p u l a t i o n					
	Totale urbaine 1965-1970		Totale urbaine 1970-1975		Totale urbaine 1975-1980	
<u>Afrique de l'Est</u>						
Ethiopie	2,1	4,4	2,2	4,5	2,4	4,6
République-Unie de Tanzanie	2,5	8,0	2,7	7,3	2,9	8,0
Tanganyika	2,5	6,9	2,7	8,0	2,9	8,1
Zanzibar	2,0	1,4	2,3	1,3	2,4	7,5
Kenya	3,1	7,1	3,2	7,1	3,4	6,6
Ouganda	2,6	5,7	2,7	5,8	2,9	6,6
Madagascar	2,7	3,6	2,9	3,6	3,0	5,2
Malawi	2,4	9,5	2,7	5,9	2,9	7,1
Zambie	2,9	6,8	3,2	5,6	3,3	5,2
Rwanda	2,9	-	3,0	-	3,2	5,9
Somalie	2,2	7,8	2,6	6,1	2,9	5,0
Maurice	2,5	5,5	2,5	2,8	2,5	2,6

Taux d'accroissement annuel de la population totale
et de la population urbaine, 1965-1980 (suite)

Sous-région et pays	P o p u l a t i o n					
	Totale urbaine 1965-1970		Totale urbaine 1970-1975		Totale urbaine 1975-1980	
<u>Afrique du Centre</u>						
Zaïre	2,2	5,3	2,5	5,0	2,6	4,8
République-Unie du Cameroun	2,0	9,8	2,3	5,3	2,5	4,7
Tchad	2,3	8,1	2,5	8,9	2,7	7,6
Burundi	2,3	5,9	2,5	6,6	2,6	5,7
République centrafricaine	2,1	6,8	2,4	6,4	2,6	4,8
Congo	2,2	4,7	2,4	4,1	2,6	3,9
Gabon	0,8	6,6	1,0	6,3	1,2	4,8
<u>Afrique du Nord</u>						
Egypte	2,8	4,2	2,9	3,8	3,0	3,9
Soudan	3,1	3,9	3,3	4,1	3,4	4,1
Algérie	3,3	6,2	5,9	9,3	3,5	6,2
Maroc	3,4	5,9	1,1	2,4	3,6	5,7
Tunisie	3,1	5,9	3,3	6,4	3,4	6,5
République arabe libyenne	3,1	5,2	3,2	7,4	3,4	4,6
Afrique du Nord espagnole	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	1,1
<u>Afrique de l'Ouest</u>						
Nigéria	2,5	3,6	2,7	5,8	3,0	5,7
Ghana	3,1	6,3	3,3	6,1	3,4	5,9
Haute-Volta	2,0	7,1	2,2	10,5	2,4	6,0
Mali	2,3	7,6	2,5	4,6	2,7	4,3
Côte d'Ivoire	2,4	8,7	2,5	6,6	2,7	4,7
Sénégal	2,4	4,5	2,6	4,0	2,7	3,4
Guinée	2,2	7,0	2,4	5,5	2,6	5,8
Niger	2,9	9,5	3,1	7,3	3,2	5,4
Sierra Leone	2,2	10,7	2,4	5,6	2,6	5,8
Dahomey	2,6	9,1	2,7	7,0	2,9	5,9
Togo	2,6	8,5	2,7	11,1	2,9	5,9
Libéria	1,8	7,5	2,1	4,7	2,2	4,7
Mauritanie	2,2	-	2,5	11,9	2,7	16,4
Guinée-Bissau	1,1	4,6	1,4	-	1,6	3,7
Gambie	2,0	3,1	2,1	2,7	2,3	4,6
<u>Reste de l'Afrique</u>						
Afrique du Sud	2,4	4,9	2,5	4,2	2,6	4,1
Mozambique	2,1	6,2	2,3	6,7	2,4	6,5
Angola	2,0	6,3	2,2	6,1	2,3	6,4
Rhodésie du Sud	3,4	4,1	3,5	4,0	3,6	3,9
Lesotho	1,8	-	2,0	7,0	2,2	7,4
Namibie	1,9	6,3	2,1	5,6	2,2	5,7
Botswana	2,2	5,6	2,3	7,1	2,5	7,2
Souaziland	2,9	-	3,1	11,4	3,2	8,8

Source : CEA : Guide démographique de l'Afrique, juin 1971; documents nationaux.

En Ethiopie la population urbaine augmente de 4,5 p. 100 par an. 43 p. 100 des urbains se trouvent à Addis-Abéba et à Asmara. En 1972 sur une population globale estimée à 25 millions, 2,4 millions habitaient les villes.

Au Maroc 15 à 22 p. 100 de la population rurale s'installent en ville, la population urbaine s'accroît de 5,2 p. 100 par an. Elle était de 1,2 million entre 1968 et 1973. En Algérie, la capitale ne comptait à ses origines que 30 000 habitants. Aujourd'hui la population est passée à 1 million. Cette trop rapide croissance n'est pas sans poser de nombreux problèmes aux édiles locaux. Oran, Constantine et Annaba sont dans une situation similaire.

En Tunisie 30 p. 100 de la population totale se trouvaient en 1946 dans les localités de 2 000 habitants et plus. En 1966, cette proportion est passée à 40 p. 100. Entre 1936 et 1966, les agglomérations urbaines tunisiennes ont pu ordire dans les proportions suivantes :

Tunis 323 p. 100, Sousse 261 p. 100, Bizerte 190 p. 100, Sfax 172 p. 100.^{1/}

En Egypte la population urbaine qui représentait 31 p. 100 de la population totale en 1947, est passée à 42 p. 100 en 1970. Le Caire compte 80 p. 100 de cette population avec une densité de 80 000 habitants au kilomètre carré en 1960.

Au Kenya, la population urbaine est estimée à l'heure actuelle à 1 million d'habitants. Elle sera de 8 millions en l'an 2000. Entre 1970 et 1974, Nairobi avait besoin de 5 880 habitations nouvelles par an, à raison de 5,15 personnes par habitation dans les 2 000 logements réalisés chaque année. Le programme initial arrêté par la National Housing Corporation est largement dépassé. 70 p. 100 des personnes vivent dans les zones suburbaines.

Abidjan, en Côte d'Ivoire, a besoin de 7 000 nouveaux logements par an. En 1971 il y avait 5 000 constructions seulement. Le plan d'aménagement prévoit une population supplémentaire :

- a) de 271 000 entre 1969 et 1975 - Coût de son installation : 21 170 975 fr. CFA ^{2/};
- b) de 207 000 entre 1976 et 1980 - Coût de son installation : 16 516 558 000 fr. CFA ^{2/};
- c) de 478 000 entre 1969 et 1980 - Coût de son installation : 37 687 533 000 fr. CFA ^{2/};

Ne sont pas inclus la construction de ponts, l'assainissement général, le coût des études ^{3/}. La dépense est exorbitante par rapport au budget national.

Dans 246 localités d'Ethiopie, 2,14 p. 100 disposent de sanitaires, 36,5 p. 100 de latrines, 61,3 p. 100 n'ont rien.

^{1/} Mohamed Fakhfakh in Revue tunisienne de sciences sociales, no. 25, mai 1971, p. 173.

^{2/} 1F CFA = environ 0,250 du dollar des Etats-Unis.

^{3/} Côte d'Ivoire, Ministère de la construction et de l'urbanisme : Direction de l'habitat et de l'urbanisme, Abidjan; Plan d'aménagement; rapport justificatif.

"L'urbanisation accélérée sans industrialisation provoque un ensemble de déséquilibres économiques et sociaux qui s'enchaînent dans un processus d'appauvrissement cumulatif. Le processus d'aggravation des déséquilibres est rendu cumulatif par le jeu combiné de la croissance ininterrompue (sous la pression des nouveaux immigrants) des services improductifs et des revenus monétaires urbains distribués par ce secteur d'une part et l'absence d'amélioration de la productivité industrielle et agricole (causes nombreuses et complexes) d'autre part.

- L'inflation chronique, la dépendance et l'endettement extérieur, la diminution des niveaux de vie des masses urbaines et rurales sont les seuls fruits de ce processus de sous-développement.

- Ils existeraient et la situation s'aggraverait même sans croissance démographique.

- Certains des avantages sociaux de l'urbanisation (instruction plus facile, ouverture d'esprit, adaptation à l'innovation, au changement, promotion, etc.) sont neutralisés par l'aggravation des déséquilibres sociaux et économiques signalés ci-dessus 1/.

Comme on le voit, l'Afrique moderne en devenir est confrontée à d'énormes problèmes.

Les travailleurs immigrés et les mesures de discrimination 2/

Que ce soit en Afrique, en Europe ou en Amérique, la circulation des travailleurs immigrés africains pendant la période coloniale était relativement libre. Sur le continent il n'y avait pour ainsi dire pas de frontières. Les possibilités d'embauche étant nombreuses, l'étranger était accueilli, accepté et même intégré. Cette situation à quelques variantes près a prévalu outre-mer.

Mais depuis l'indépendance, les gouvernements africains voient arriver sur le marché de l'emploi une nombreuse main-d'oeuvre qui les presse et exige qu'ils s'occupent d'elle. Les gouvernements européens subissent les mêmes pressions, parfois plus violentes. Si dans le premier cas les réactions sont teintées de xénophobie, dans le second cas cette xénophobie est mêlée de racisme 3/. Les mesures légales de contrôle des étrangers sont parfois précédées de menaces, de voies de faits. Une psychose de peur est créée qui provoque souvent le départ massif des étrangers.

1/ Gilbert Blardone, op. cit., p. 213 à 214.

2/ Cf. UNECA /HRDD/SDS - L'émigration des travailleurs africains en Europe, op. cit.

- Nations Unies - IDEP - Les aspects de l'immigration des travailleurs d'Afrique Noire en France, op. cit.

- Diango Cissé, op. cit.

- N.O. Addo, Revue internationale de travail, vol. 109 n° 1, janvier 1974, op. cit.

- Jeune Afrique n° 605, 651, 734, 737, des 12 août 1972, 30 juin 1973, 31 janvier 1975 et 21 janvier 1975.

- Le Monde diplomatique n° 251 de février 1975.

3/ Des incidents sanglants, parfois meurtriers ont eu lieu, notamment en France. Ils ne concernaient que les immigrés africains. Les travailleurs originaires des pays au Marché Commun ont été jusqu'ici épargnés.

A cause des mesures discriminatoires qui furent prises au Ghana 1/, la population étrangère qui était estimée à plus de 1,2 million de personnes avant 1969 a été réduite à 562 000 par suite du retour des immigrants dans leurs foyers.

"Un certain nombre de Ghanéens ont été expulsés de la Sierra Leone en 1968, sous prétexte qu'ils monopolisaient le secteur de la pêche; qu'ils ne payaient pas d'impôts; qu'ils polluaient et déparaient les plages où ils s'étaient établis, compromettant ainsi les perspectives d'essor du tourisme, et qu'ils auraient représenté un danger en cas de tentatives d'infiltration par la mer.

La Côte d'Ivoire a expulsé plus de 1 000 Dahoméens et Togolais en 1958 en tirant argument du fait qu'ils occupaient depuis trop longtemps des situations privilégiées (médecins, enseignants, employés, etc.) et qu'ils devaient laisser la place aux nationaux. Le Nigéria a adopté ces derniers temps diverses mesures qui, si elles ne constituent pas une véritable politique officielle de l'immigration, restreignent néanmoins l'entrée des étrangers désireux d'exercer certaines activités. Des expulsions d'étrangers ont également été opérées récemment au Zaïre, en Ouganda, etc. 2/".

Bernard Kayser, Professeur à Toulouse-Le Mirail et Consultant de l'OCDE pour le SOPEMI 3/ constate 4/ un renversement de la politique d'immigration dans tous les pays d'Europe, "renversement inspiré par des motifs sociaux et politiques, fondé sur l'analyse de faits de structure, et donc largement indépendant de l'évolution économique; un renversement dont on peut prédire qu'il marquera dans l'histoire sociale de l'Europe contemporaine un tournant décisif et non une simple oscillation sur la courbe". Sans se concerter les différents pays d'accueil ont décidé d'interrompre les flux migratoires. En Suisse, c'est le parlementaire James Schwarzenbach qui demande la limitation de l'immigration étrangère à 10 p. 100 de la population helvétique 5/. Il faudra un référendum pour décider du maintien des immigrants.

L'Allemagne fédérale emploie 2,3 millions de "travailleurs invités". Elle décide le 23 novembre 1973 d'arrêter tout recrutement de travailleurs étrangers afin d'éviter les "problèmes" liés au chômage des étrangers.

Le 3 juillet 1974 le Gouvernement français estime devoir "mettre temporairement fin aux introductions de main-d'oeuvre étrangère". Cette décision est maintenue dans le programme d'action du gouvernement adopté le 9 octobre par le Conseil des ministres.

L'Autriche, les Pays-Bas et même les pays scandinaves procèdent à un arrêt des flux migratoires.

1/ Loi n° 160 de 1963 modifiée par la loi n° 265 de 1965. Arrêté de 1969 sur les obligations incombant aux étrangers.

2/ N.O. Addo, op.cit., p. 74.

3/ Système d'observation permanente des migrations.

4/ Le Monde diplomatique n° 251, février 1975, p. 20.

5/ Le Monde du 17 août 1972, p. 1.

Comme on le sait c'est depuis 1963 que la Grande-Bretagne applique des restrictions dans le recrutement de la main-d'oeuvre, sauf en ce qui concerne les médecins. Les travailleurs noirs y sont environ 800 000 sur un total de 24 millions de travailleurs de force 1/.

Avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie, le Canada apparaît comme un des derniers pays "neufs" qui accueillent ceux qui cherchent du travail. Déjà les immigrants représentent 27 p. 100 de la population canadienne. Les originaires d'Afrique et d'Asie constituent les 25 p. 100 de ce total. Le Canada entend réviser sa législation qui date de 1952 afin de "pouvoir désormais choisir ses immigrants 2/".

Ainsi donc et malgré les prises de position objectives d'une fraction de la population qui reconnaît l'apport des travailleurs immigrants dans le développement du patrimoine national et la quasi-absence de concurrence au niveau des emplois que les autochtones ne veulent plus occuper 3/ le monde industrialisé, tendance à se replier sur son seul potentiel humain, qui est cependant insuffisant pour sa croissance économique. Le "cartiérisme" est-il en train de faire son chemin en dépit des contradictions qu'il renferme ?

En ce qui concerne les pays africains, c'est sans doute grâce aux regroupements, à la construction d'entités plus viables 4/ favorisant la circulation des hommes et des biens dans le cadre d'accords de coopération plus réalistes que seront aplanies les difficultés signalées ci-dessus. L'OUA et la CEA oeuvrent dans ce sens.

Migration et développement 5/

Il y a malheureusement peu de données disponibles sur les "retombées économiques" des migrations de travailleurs originaires d'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il est peu probable, compte tenu du mode de vie des uns et des autres et des conditions d'exploitation auxquelles ils sont soumis dans les pays d'immigration qu'il y ait un écart sensible dans leur promotion et dans leur contribution à l'amélioration de leur milieu.

Depuis la première guerre mondiale, les Africains vont travailler à la ville et dans les pays européens. Depuis la fin de la seconde guerre, on assiste à des départs

1/ D'après le recensement de 1966 portant sur les populations de couleur, on comptait 50 700 noirs originaires d'Afrique occidentale.

2/ Jeune Afrique n° 737 du 21 février 1975, p. 50.

3/ Eboueurs, manoeuvres, travailleurs de force.

4/ Communauté économique de l'Afrique orientale, Comité permanent consultatif du Maghreb, Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, Union douanière et économique de l'Afrique centrale, etc..

5/ Sur les conditions de vie des travailleurs d'Afrique noire immigrants en France, on consultera avec profit les enquêtes collectives de l'IDEP (IDEP/ET/R/2514, février 1972) et de la CEA (UNECA/HRDD/SDS) op.cit. déjà cités.

massifs onéreux et risqués 1/ à la recherche de cet argent que promettent les rabatteurs et qui doit permettre de nourrir, d'habiller la famille, d'introduire au village quelques articles de prestige - chaise longue, vélo, montre bracelet, poste à transistors, toit des cases en tôle.

Malgré les nombreuses privations qu'il endure - nourriture, logement, etc. le migrant qui vit chichement ne peut effectuer à son retour aucun investissement rentable. Par ailleurs il apprend rarement un métier qu'il peut ensuite exercer au village après plusieurs années d'absence. Cet handicap l'oblige à faire partir ses enfants, ses neveux pour qu'à leur tour ils puissent subvenir aux besoins de la famille. C'est un cercle sans issue. Alors que la population croît, l'étendue des terres cultivées reste inchangée. Souvent on paie des paysans saisonniers pour labourer les champs, faute de bras valides dans le foyer. "Par rapport à la période précoloniale où ces pays Soninké et Toucouleur jouissaient d'une autonomie économique (qui n'était pas l'autarcie), l'immigration a entraîné la paupérisation de ces zones 2/". Les produits importés - riz, café, boîtes de conserves - tendent à remplacer les produits du cru - mil, maïs, niébés, lait des étables. Sékou Bê, dans l'enquête de l'IDEP précitée (p. 156) confirme que "les effets de la migration sont présentement négatifs pour la zone de départ. La migration déclenche un processus en spirale dont l'effet est d'englober à terme l'ensemble des formations sociales africaines" et donne (p. 157) la répartition du revenu annuel des 70 000 travailleurs maliens, mauritaniens et sénégalais se trouvant en France 3/.

1. Nombre de travailleurs : 70 000

2. Salaire moyen : 910 francs

3. Taux de chômage : 20 p. 100

Volume des salaires perçus :

51 milliards d'anciens francs

1/ Quatre-vingt-deux p. 100 des immigrés d'Afrique occidentale sont des "clandestins" et paient environ 500 000 francs CFA à leurs "guides". On se souvient des nombreuses noyades de "clandestins" au franchissement de la frontière espagnole pour la France. On se souvient également du transport par camion plombé d'Italie en France de 59 Maliens pris en charge par une bande internationale de trafiquants et qui ont échappé à la mort le 14 juillet 1972 parce que le camion était tombé en panne et qu'il avait fallu l'ouvrir.

2/ F. Kane, in Enquête de l'IDEP (IDEP/ET/R/2514) op. cit., p. 125.

3/ N.B. Une enquête de l'INSEE menée en 1968 (tableaux Q/G INSEE "Etranger" recensement de 1968) a permis d'établir les barèmes mensuels des salaires suivants par nationalités (cas d'émigrés récents, et donc de qualification presque semblable en ce qui concerne du moins le Portugais et l'Africain)

Italien :	1 041 Francs français
Espagnol :	1 152 Francs français
Portugais :	1 115 Francs français
Africain :	910 Francs français

Sommes versées dans l'économie française	37 milliards d'anciens francs
dont salaires perçus	31 milliards d'anciens francs
retenues diverses	6 milliards d'anciens francs
sommes versées aux "vendeurs de sommeil"	5 milliards d'anciens francs
Avantages divers :	
S.S. non mesurable ^{1/}	
Action sociale, alphabétisation	
Formation professionnelle : <u>néant</u>	
Logement	1 milliard dans les foyers
Pertes dues à la sous-rémunération du travail des Africains à qualification égale avec la main-d'oeuvre portugaise ou avantages nets pour le patronat de l'utilisation de la main-d'oeuvre africaine	11 217 milliards
Fraction de salaires versés dans l'économie des pays de départ :	14 milliards de francs.
+ allocations familiales, soit	7 milliards de francs
Aide totale reçue par les pays :	8 500 millions d'anciens francs

Source : Les aspects de l'immigration des travailleurs d'Afrique noire en France et leurs rapports avec la condition de clandestin, IDHP/ET/2514, page 157, op. cit.

1/ Sécurité sociale.

"Les disparités excessives régionales, villes-campagne et intra-urbaine sont surtout le résultat de facteurs économiques et socio-politiques de base (exploitation coloniale, économie dualiste, dépendance vis-à-vis du système mondial, du commerce, investissement étranger intensif, absence d'égalitarisme social, etc.). Des efforts pour une réduction et une élimination définitive des disparités doivent être basés sur les analyses critiques des résultats de cet élément. Ce n'est qu'à cette condition et à la suite d'une réforme globale et d'un choix socio-politique à long terme de nouvelles techniques, de nouvelles méthodes de technique de gestion et de formation de la planification que l'on aboutira à un vrai succès.

A présent, on peut observer le désastreux phénomène suivant : les coûts de la vie dans plusieurs pays sous-développés sont en train de s'élever plus vite que dans les pays hautement industrialisés du monde occidental.

Les pays africains sont de plus en plus victimes des crises économiques successives et des hausses des prix des pays capitalistes situés à l'extérieur de leur propre continent. Les pays sous-développés avec les taux de croissance économique globale les plus élevés suscités par des capitaux et des industries importés, rencontrent spécialement des difficultés. Actuellement, les ministres des affaires économiques dans plusieurs pays africains ont déjà exprimé leur inquiétude sur le fait que la croissance économique risque de ralentir et même de s'arrêter.

Les réformes politiques et socio-économiques, la planification du développement régional et la mobilisation des ressources humaines rurales dans trois directions a) réalisation de l'égalité sociale, b) développement d'un système interne de marché et c) l'autosuffisance, sont aujourd'hui plus importantes que jamais 1/".

Options et perspectives

Le phénomène de migration est difficilement réversible. Mais l'Afrique moderne en devenir doit éviter la création de villes tentaculaires qui vident les campagnes laborieuses et rendent le continent encore plus dépendant de l'extérieur. La société de consommation a fait ses preuves. Elle ne saurait être un exemple à suivre.

Pour un ordre économique nouveau, l'Afrique riche de son potentiel humain et de ressources naturelles considérables peut et doit faire preuve d'initiatives plus hardies.

Au cours de la première Décennie du développement, dans la fièvre des indépendances, bon nombre de pays dans le désir louable de freiner l'exode rural, d'occuper leurs jeunes, d'organiser les paysans qui constituent les 80 ou 90 p. 100 de la population, ont créé des coopératives villageoises, le service civique, des clubs agricoles inspirés des communautés rurales israéliennes - kibboutz, mochar. Les expériences que voilà ne furent pas toujours couronnées de succès parce que des études préalables et indispensables n'avaient pas été faites, l'encadrement était ou insuffisant en nombre ou insuffisamment formé. Enfin les gouvernements n'ayant pas les moyens de leur politique n'ont pas toujours pu faire exécuter leur programme. Nombreux sont les projets qui n'ont pas vu le jour ou qui ont été abandonnés parce que leur réalisation était bien souvent subordonnée à l'octroi d'une aide extérieure. Le pouvoir de décision, à ce niveau, n'était pas national.

Des efforts sont aujourd'hui tentés qui peuvent servir d'exemples sinon de modèles.

Ainsi dans le domaine de la planification nationale et régionale et de la participation populaire au développement - animation des masses, activités de développement communautaires - la République-Unie du Cameroun, le Sénégal, l'Algérie connaissent des expériences intéressantes. Ce dernier pays, en l'espace de dix ans a su former des cadres de tous niveaux. C'est un problème de choix, de volonté nationale.

1/ Joachim Luhring, Cahiers africains d'administration publique, op. cit., pages 75 à 76 in Etudes régionales, pôles de croissance et industries décentralisées dans la planification du développement en Afrique.

S'agissant de la promotion du monde rural, le Gouvernement tanzanien a implanté quelque 1 500 nouveaux villages Ujamaa comptant environ 6 p. 100 de la population totale et dotés d'un équipement d'infrastructure. Les possibilités financières ne lui permettent pas encore d'installer un réseau administratif hiérarchisé de centres administratifs et ruraux, comme c'est le cas par exemple dans les trois pays précités.

En Algérie la charte de la révolution agraire du 8 novembre 1971 a permis la création du Fonds national de la révolution agraire, sorte de "banque de terres" dont l'exécution se fait sous la responsabilité des collectivités locales (communes, wilayas). Les terres autogérées qui furent reprises aux colons en 1962-1963 couvrent plus de 2 millions d'hectares et nourrissent 1 200 000 de personnes. Pour le gouvernement "la transformation radicale du monde paysan est le préalable indispensable à la poursuite du développement". Pour accélérer la transformation des structures traditionnelles, 1 000 Villages de la révolution agraire seront construits d'ici à 1980. "En apportant aux paysans les avantages de la vie moderne, ils modifieront leur environnement traditionnel et permettront de briser les hiérarchies qui, trop souvent, ne sont abolies qu'en théorie 1/." Plus de 5 000 étudiants et étudiantes algériens de Moscou, de Paris, de Damas, du Caire, se sont portés volontaires pendant les grandes vacances de 1974 pour se mettre au service de la révolution agraire. Leurs rapports aideront le gouvernement à redresser les insuffisances décelées 2/.

Après la mise en place d'un réseau coopératif dense depuis 1960 - plus de 1 500 groupements primaires qui devraient être transformés en coopératives polyvalentes de développement 3/, le Sénégal s'oriente vers l'implantation de communautés rurales, sorte de communes populaires avec un budget autonome et une gestion par les délégués des populations. On espère ainsi améliorer les structures du monde rural en rendant la parole aux populations.

A Madagascar, la rénovation des fokolonona veut rendre les paysans responsables de leurs productions et de l'amélioration de leurs conditions de vie.

La République de Guinée a lancé un plan ambitieux de réforme de l'enseignement. Les Centres d'enseignement révolutionnaire (CER) doivent permettre la scolarisation totale de tous les jeunes Guinéens et en même temps les amener à construire des communautés socialistes où chacun trouvera sa place.

Dans le cadre de l'aménagement du territoire, grâce à un découpage zonal, cohérent, les différents pays cherchent à réduire les disparités régionales parfois criardes qui justifient l'abandon des campagnes et les départs pour l'étranger.

1/ Jeune Afrique n° 722 du 9 novembre 1974, p. 100.

2/ L'Ethiopie, après la Somalie, vient d'envoyer dans les campagnes étudiants et professeurs pour réduire le gouffre qui existe entre villes et villages. C'est pour les jeunes l'occasion d'une meilleure prise de conscience des problèmes nationaux.

3/ cf. circulaire n° 032/PC du 21 mai 1962 du Président du Conseil du gouvernement.

Sur le plan des relations africaines les regroupements politiques et économiques encouragés par l'OUA et la CEA, en favorisant la création d'économies plus structurées et moins dépendantes de l'aide extérieure limiteront sans doute l'exode rural, la fuite des cerveaux et les migrations intercontinentales signes évidents de la satellisation de l'Afrique 1/.

Les programmes des établissements d'enseignement et de formation professionnelle doivent tenir compte des besoins réels et du contexte africain plutôt que d'être une copie conforme des programmes d'autres continents. Cette adaptation éviterait la dépersonnalisation des cadres et les évocations vers des structures étrangères qu'ils connaissent mieux que leur milieu. Les stages de perfectionnement hors du continent ne devraient jamais être de trop longue durée. Ils doivent être source d'enrichissement et non de rupture. La coopération arabo-africaine, ou plus simplement intra-africaine, discutée lors de la dernière session du Conseil des ministres de l'OUA 2/ est une manifestation très encourageante de la volonté des responsables africains de conjuguer leurs efforts pour l'amélioration des conditions de vie des populations qu'ils représentent.

1/ cf. Pour les pays exportateurs de main-d'œuvre, les aménagements prévus des vallées du Sénégal, du Niger, des Volta - grâce à la lutte menée contre l'onchocercose - l'exploitation en commun des grands barrages fluviaux du continent, ainsi que des ressources minières dans le cadre d'une solidarité dont l'Europe et les Amériques sont les premières à donner l'exemple, sont des sources d'emplois nombreux et variés. Choix et décision doivent être l'affaire des seuls gouvernements pleinement souverains.

2/ Addis-Abéba, 13-21 février 1975.

Sources bibliographiques

1. Nations Unies, annuaire démographique 1972.
2. William A. Hance, Population, Migration, and Urbanization in Africa, Columbia University Press, New York and London 1970.
3. Gilbert Blardone, Progrès économique dans le Tiers-Monde. L'environnement socio-politique du développement, Librairie sociale et économique.
4. Nicholas O. Otieno, Africa and the environmental challenge; A case of pollution by bitter and hopeless poverty.
5. Louis Poussel, François Tarlot et M. Vaur, La mobilité de la population urbaine en Afrique noire, in Population, N° 2 mars-avril 1968.
6. All Africa Conference of Churches, Programme 1972/1973 - CETA - AACC.
7. Report of the United Nations High Commissioner for Refugees, General Assembly - official records: Twenty-ninth session- supplement N° 12 (A/9612), New York 1974.
8. Notes et documents voltaïques, 5 (3) avril-juin 1972, CVRS, Ouagadougou.
9. Abidjan, Plan d'aménagement - rapport justificatif.
10. Etude préliminaire du plan directeur de Bamako (Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères - Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat, juin-septembre 1973).
11. Georges Mauce, Les travailleurs étrangers en France, in Le Monde, Nos 8768, 8769 et 8770 des 23, 24, 25, 26 mars 1974.
12. C.C.T.A. Main-d'oeuvre migrante en Afrique au Sud du Sahara, publication N° 79, Abidjan 1961.
13. Revue tunisienne de sciences sociales (publication du CERES) Nos 24 (mars 1971) et 25 (mai 1971).
14. Athanase Nsenglyliava Gatanazi, in Migrations des populations rwandaises dans la région des grands lacs africains. ONU, IDEP Dakar, septembre 1971.
15. McGee T.G. (1971) - "The urbanization process in the Third World". G. Bell and Sons, London.
16. Jupenlatz Karris (1970) "Cities in Transformation : The Urban Squatter Problems of the Developing World" - University of Queensland Press.
17. Assane Seck, Dakar métropole ouest-africaine, IFAM Dakar 1970. Collection mémoires de l'IFAM N° 85.
18. Rapport sur les activités d'assistance du HCR en 1973-1974 (A/AC.96/506 du 28 août 1974).
19. Joseph Ki-Zerbo, Histoire de l'Afrique noire; Librairie A. Hatier, Paris 1972.
20. Sven Hamrall, Refugee problems in Africa - The Scandinavian Institute of Africa Studies, Uppsala 1967.
21. CEA-HCR-OUA-FONDATION DAG HAMMARSKJOLD : Conférence sur les aspects juridiques économiques et sociaux du problème des réfugiés africains, 9-18 octobre 1967 (rapport final).

22. UNECA-HRDD/SDS: L'émigration des travailleurs africains vers l'Europe : leurs conditions d'emploi et d'existence (Migration of African Labour), Addis-Abéba, mai 1973.
23. Nations Unies - Institut africain de développement économique et de planification (IDEP : Les aspects de l'immigration des travailleurs d'Afrique noire en France et leurs rapports avec la condition de clandestin (The Various Aspects of the Immigration of Workers from Africa, south of the Sahara in France and the way they are affected by their clandestine Status), Dakar, février 1973.
24. J. Bugnicourt, La migration contribue-t-elle au développement des zones "retardées" ? in "Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest - Modern migrations in West Africa", London, Oxford University Press - International African Institute, 1974.
25. J. Bugnicourt, Disparités régionales et aménagement du territoire en Afrique, Librairie Armand Colin, Paris 1971.
26. Diango Cissé, Recherche socio-démographique : Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, UNECA/HRDD/SDS, Addis-Abéba, février 1975.
27. Subbiah Kannappan, L'exode des compétences et les pays en voie de développement in Revue internationale du travail, vol. 98, N° 1 - juillet 1968, BIT Genève, pages 1 à 30.
28. N.O. Addo, L'immigration de travailleurs africains au Ghana in Revue internationale de travail, volume 109, N° 1, janvier 1974, BIT Genève, pages 51 à 75.
29. L'exode des cerveaux (travaux de la Conférence de Lausanne réunis par Walter Adams et Henri Rieben) Centre de recherches européennes, Lausanne, 1968.
30. Jeune Afrique, N° 568, 590, 605, 639, 651, 662, 734 des 1er et 29 avril, 12 août 1972; 7 avril, 30 juin, 15 septembre 1973; 31 janvier 1975.
31. Cahiers africains d'administration publique revue semestrielle, n° 12, juillet 1974, Editions marocaines et internationales, Tanger.